

Tanzanie : Les agriculteurs font face à une pénurie d'engrais

Page 12

Lutte contre le paludisme : la Banque mondiale accusée de mensonge et de négligence

Page 8



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 06 Juillet 2022

7 jrs/7

N°1979

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



VERSION

Soudan : Face à la pression de la rue, l'armée annonce son retrait du pouvoir

Page 13



Un projet de loi propose d'instaurer un "congé menstruel" pour les femmes au Maroc

Page 3



Tunisie : Le projet de Constitution confère de vastes pouvoirs au président Saïed

Page 10

MALI

Fin de mission pour la task force anti jihadiste Takuba



La task force Takuba avait été lancée dans le cadre de l'opération de lutte anti-terroriste Barkhane au Mali

Le groupement de forces spéciales européennes anti jihadistes Takuba a annoncé, le vendredi le 1er juillet 2022, la fin de ses opérations au Mali «à compter du 30 juin», a rapporté France 24.

C'est officiellement terminé pour Takuba au Mali. Les derniers militaires européens de cette task force sont rentrés chez eux, le jeudi 30 juin 2022, a indiqué RFI. D'après l'état-major, la fin de cette collaboration entre Takuba et l"etat malien, s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du dispositif militaire français au Sahel et de la fin de l'opération Barkhane au Mali. « La force Takuba avait pour vocation d'agir au Mali auprès des forces armées maliennes, puis en autonome contre les groupes armés terroristes dans la zone des trois frontières. Takuba répondait à un besoin extrêmement précis ; celui du Mali à la fin de l'année 2019 et le début de l'année 2020, à un moment où les Fama faisaient face à de très nombreuses attaques de la part de l'État islamique au Grand Sahara. Aujourd'hui, les conditions sont différentes…", a fait savoir le porte-parole de l'état-major français, le général Pascal Ianni, cité par RFI.

Lancé au Mali en mars 2020, ce groupement de forces

La suite à la page 3

La suite de la page 2

spéciales européennes a rassemblé 800 soldats et réunit jusqu'à dix pays contributeurs : France, Belgique, République tchèque, Danemark, Estonie, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Portugal et Suède. Elle avait pour but de contenir l'organisation État islamique dans la zone des trois frontières et de l'empêcher d'avoir un territoire sanctuarisé, a expliqué Wassim Nasr, spécialiste des mouvements jihadistes, cité par France 24. Une collaboration qui a permis la formation d'unités maliennes adaptées au combat contre les terroristes. Toutefois, le Niger se présenterait comme point de chute pour la task force anti jihadiste TakTakub. Le président Mohamed Bazoum s'est dit ouvert à des collaborations européennes pour sécuriser sa frontière avec le Mali.

Roseline BADO

Un projet de loi propose d'instaurer un "congé menstruel" pour les femmes



Un texte de loi a été soumis au parlement marocain dont le but est d'accorder "un congé menstruel" d'une durée ne dépassant pas deux jours par mois, aux femmes travailleuses durant leurs règles, selon le journal Maroc Hebdo.

La proposition de loi a été faite par le groupe de la Justice sociale au sein de la Chambre des conseillers, dont les membres ont été élus sous les couleurs du Parti de la justice et du développement (PJD). "L'état de santé des femmes travailleuses durant leurs règles représente un défi, les difficultés rencontrées durant cette période constituent un obstacle à l'égalité professionnelle", selon ces parlementaires, cités par Maroc Hebdo. Pour eux, ce projet

La suite à la page 4

La suite de la page 3

de loi vise à permettre aux femmes souffrant de règles douloureuses de s'absenter en accord avec leur hiérarchie, sans se trouver dans l'obligation de déposer un certificat médical pour justifier leur absence.

L'initiative est à saluer même si la probabilité de voir ce texte être adopté reste faible quand on sait que cette question fait également ses premiers pas dans le débat démocratique dans certains pays occidentaux. C'est le cas en Espagne, par exemple, où le gouvernement de gauche a déposé, le 17 mai dernier, un projet de loi qui, en cas d'adoption, ferait du voisin ibérique le premier pays en Europe à instaurer un "congé menstruel", selon MarocHebdo. Un constat qui rappelle que cette mesure est loin de faire l'unanimité, notamment car elle "remettrait en cause" le principe d'égalité entre hommes et femmes dans le milieu de travail, et soulève des craintes quant à l'impact sur le rendement, a conclu notre source.

Lucien DAKISSAGA

SOUDAN

Six personnes tuées lors des manifestations anti-putsch à Khartoum



Selon des médecins pro-démocratie, six manifestants ont été tués jeudi, à Khartoum où des dizaines de milliers de Soudanais appelaient au départ du général Abdel Fattah al-Burhane, responsable du putsch d'octobre 2021 .

Comme depuis huit mois ,les soudanais ont manifesté contre les militaires jeudi 30 juin. Six manifestants ont été abattus par les forces de sécurité, quatre au moins «par des balles» tirées «dans la poitrine», «la tête» ou «le dos» dont un mineur, a rapporté à l'AFP, un syndicat de médecins pro-démocratie, dénonçant des incursions des forces de l'ordre et des tirs de grenades lacrymogènes à l'intérieur même d'hôpitaux de la capitale. Depuis octobre, 108 manifestants ont été tués et des milliers d'autres blessés par les forces de l'ordre qui, selon l'ONU tirent régulièrement à balles réelles sur la foule, sans toutefois entamer la détermination de la rue.»Même si on doit tous mourir, les militaires ne nous gouverneront pas», scandait d'ailleurs jeudi la foule. Les manifestants entendent obliger l'armée à rendre le pouvoir aux civils après le putsch qui a plongé l'un des pays les plus pauvres au monde dans le marasme économique et politique.

La suite à la page 5

La suite de la page 4



Des slogans demandant le retour des militaires dans leurs casernes

Internet coupé

La manifestation du 30 juin est une journée symbolique car elle marque deux dates importantes: l'anniversaire du putsch qui a porté le dictateur Omar el-Béchir au pouvoir en 1989, et des rassemblements monstres en 2019 qui ont poussé les généraux à intégrer les civils au pouvoir après avoir écarté Béchir. Le réseau internet et le téléphone étaient difficiles d›accès et les forces de sécurité étaient déployées sur divers ponts et artères de Khartoum et sa banlieue, selon l›AFP.L›émissaire de l'ONU Volker Perthes avait martelé que «la violence doit cesser» et plusieurs ambassades avaient réclamé que «plus aucune vie ne soit perdue».Le 25 octobre 2021, suite au coup de force du général Burhane, la communauté internationale a coupé son aide -40% du budget du Soudan.

K.Fiakofi

La mission de l'ONU prolongée d'un an sans soutien aérien français

Le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé d'une année le mandat de la Mission multidimensionnelle pour la stabilisation du Mali Minusma, sans le soutien de la force française.

Ce renouvellement intervient dans un contexte difficile où le Mali a toujours besoin de la présence des Nations unies et de l'action de la MINUSMA. "C'est un risque au maintien de l'engagement de l'Allemagne ou du Royaume-Uni dans cette opération créée en 2013, devenue aujourd'hui la plus meurtrière des missions de l'ONU pour les casques bleus", a indiqué à l'AFP un diplomate. Une résolution sur le prolongement de la Minusma jusqu'au 30 juin 2023, rédigée par la France, a été adoptée par 13 voix sur 15, la Russie et la Chine s'abstenant. Moscou a expliqué son abstention par les formulations intrusives du texte

La suite à la page 6

MALI

La suite de la page 5



en matière de droits humains qui s'opposeraient à la souveraineté malienne. La résolution prévoit un maintien des effectifs actuels 13 289 militaires et 1 920 policiers , et réclame aux casques bleus de soutenir l'application de l'accord de paix de 2015, une transition politique, le retour de l'autorité étatique dans le centre, la protection des civils et des droits humains.

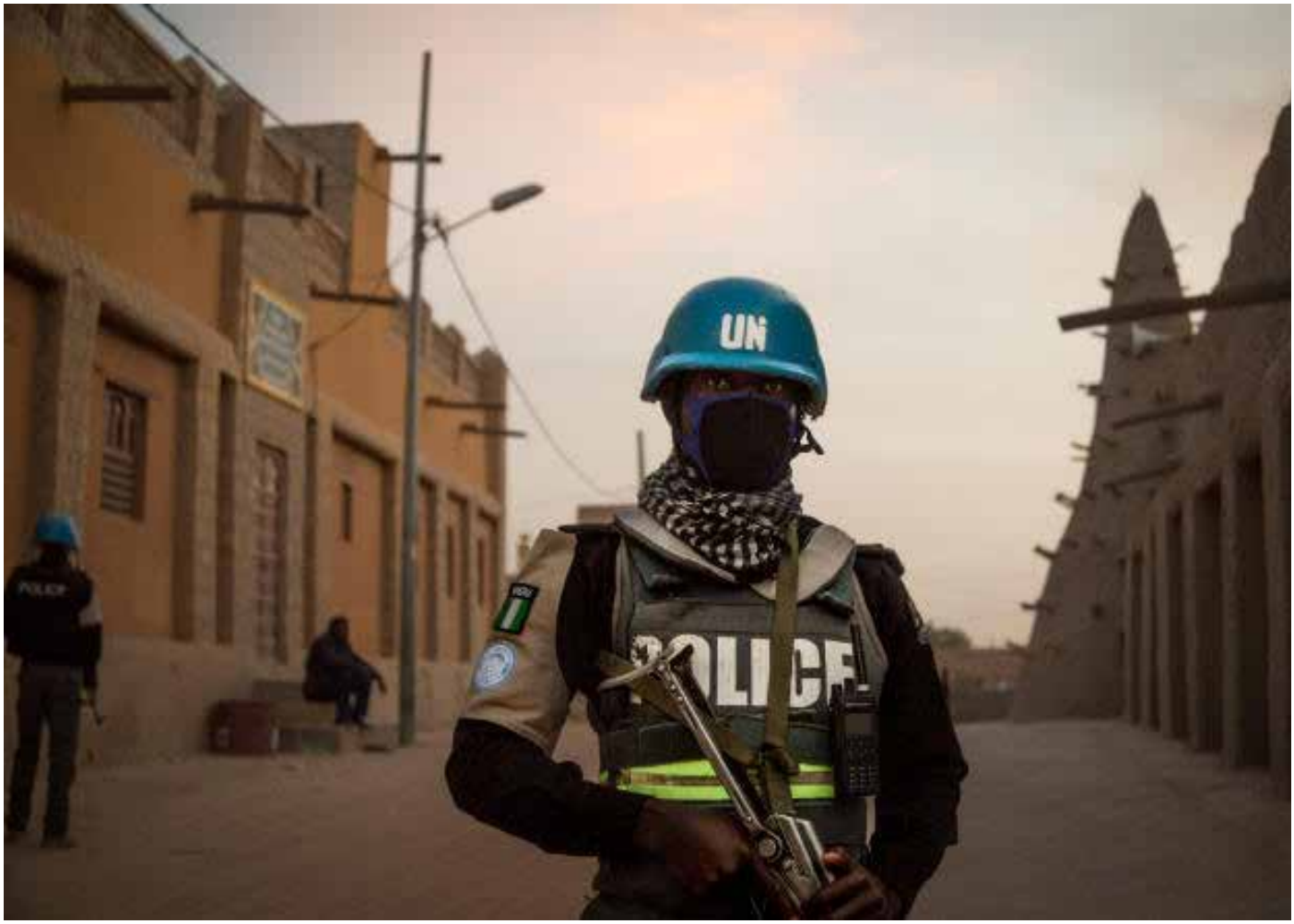
Une ligne rouge

Dans un rapport remis au Conseil de sécurité, les experts de l'ONU mettent en garde contre le développement des groupes djihadistes Al-Qaida et Etat islamique au Sahel après le retrait français du Mali. "La reconfiguration militaire en cours dans la région pourrait compromettre les efforts antiterroristes passés", soulignent-ils dans un document cité par l'AFP. Selon l'ONU un rapport a été envoyé aux autorités de la transition pour adapter éventuellement le format de la Minusma et étudier l'évolution de ses relations avec le pouvoir. "Le Gouvernement du Mali prend acte de la résolution que vous venez juste d'adopter et qui renouvelle le mandat de la MINUSMA pour une année supplémentaire " a indiqué à l'AFP Issa Konfourou, Ambassadeur Représentant permanent du

La suite à la page 7

MALI

La suite de la page 6



La Minusma composée de quelque 15 000 militaires et policiers ne bénéficiera plus de l'appui de la force Barkhane .

Mali. Cependant, il a fait savoir que le gouvernement du Mali est au grand regret de constater que certaines de ses réserves fortes ont tout simplement été ignorées dans la version finale de la résolution. Issa Konfourou a en outre souligné que " le gouvernement malien réitère son opposition ferme à la liberté de mouvement de la MINUSMA dans l'exécution de son mandat dans le domaine des droits de l'homme. Le Mali a toujours coopéré de bonne foi avec la force onusienne depuis sa mise en place en 2013 ".Toutefois, pour des "impératifs de respect de la souveraineté du Mali, de coordination et de sécurité, les mouvements de la MINUSMA ne peuvent se faire qu'avec l'accord des autorités compétentes maliennes" a-t-il ajouté.

De même, a-t-il souligné "le Mali n'est pas à mesure de garantir la liberté de mouvement pour des enquêtes de la MINUSMA sans l'accord préalable du gouvernement. Par conséquent, le Mali n'entend pas exécuter ces dispositions, malgré leur adoption par le Conseil de sécurité ", a-t-il laissé entendre.

K.Fiakofi

SANTÉ

Lutte contre le paludisme, la Banque mondiale accusée de " tromperie" et de "négligence"



Un groupe d'experts internationaux du paludisme accuse la Banque mondiale, de "tromperie et de négligence qui ont contribué à la mort inutile de centaines de milliers d'enfants" en Afrique.

ans un article publié par la revue médicale The Lancet, ces experts ont dénoncé la "non-réalisation de l'engagement de la Banque mondiale de consacrer entre 300 et 500 millions de dollars dans la lutte contre la maladie en Afrique" dans le cadre de sa campagne pour faire reculer le paludisme. Selon la revue , la Banque mondiale est accusée d' "avoir gaspillé de l'argent" en "autorisant certains pays à acheter des médicaments contre le paludisme qui ne sont plus du tout efficaces", mais aussi d'avoir annoncé des chiffres erronés sur ses succès en matière de lutte contre le paludisme au Brésil et dans trois provinces de l'Inde. "Le plus inquiétant est que la Banque mondiale ne sait pas combien d'argent elle dépense ou prête pour le paludisme. Aucune banque commerciale ne pourrait tenir des comptes sur ses clients de façon aussi imprécise sans risquer sérieusement des poursuites pour pratiques illégales et criminelles", estiment les auteurs cités par le tabloïde The Guardian. La Banque mondiale concède, dans un courrier de réponse, que ses programmes sur le

La suite à la page 9

SANTÉ

La suite de la page 8



En Afrique, 20 % de la mortalité des enfants est due au paludisme

paludisme sont sous-affectés en termes de personnel et de moyens financiers, mais elle nie avoir livré de fausses statistiques ou d'avoir acheté des médicaments périmés. Au contraire, elle affirme avoir revitalisé son programme antipaludisme. De même, un collaborateur de la Banque mondiale souligne que l'article des experts rappelle des imperfections qui remontent à un an et qu' à présent, la situation est différente, d'après The New York Times.

Selon The Guardian, le groupe d'experts a conclu que la "Banque mondiale demeure inadaptée pour tout rôle opérationnel dans la lutte contre le paludisme" et devrait déléguer ces fonctions à d'autres agences, notamment le Fonds global de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Selon The Guardian, plus d'un million de personnes meurent chaque année à cause du paludisme, en grande majorité des enfants et notamment en Afrique, où 20 % de la mortalité des enfants sur le continent africain.

K.Fiakofi

TUNISIE

Le projet de Constitution confère de vastes pouvoirs au président président Saïed



Le président Kaïs Saïed a rendu public jeudi 30 juin un projet de Constitution qui sera soumis à référendum le 25 juillet, et accorde de vastes pouvoirs au chef de l'État.

Selon le Journal officiel, le texte publié confirme la présidentialisation attendue du régime en stipulant que le président de la République exerce le pouvoir exécutif, aidé par un gouvernement dirigé par un chef de gouvernement . Le président, selon le projet publié, jouira en outre de vastes prérogatives: il est le chef suprême des forces armées, définit la politique générale de l'État et entérine les lois. Il peut aussi soumettre des textes législatifs au Parlement, qui doit les examiner en priorité.

Le projet de Constitution garantit "les droits et les libertés individuelles et publiques" et affirme que les hommes et les femmes

La suite à la page 11

TUNISIE

La suite de la page 10



Un projet de Constitution sur mesure pour le président Saïed

sont “égaux dans les droits et les devoirs”. Il stipule en outre que le droit de “rassemblement et de manifestation pacifiques est garanti”. Cependant, le projet ne comporte aucune mention de l’islam comme religion d’État, comme l’avait déjà annoncé à l’AFP le 6 juin Sadok Belaïd, le juriste qui a dirigé la commission chargée de la rédaction de ce texte. Cette omission vise à combattre les partis d’inspiration islamiste comme Ennahdha, bête noire du président Saïed. L’opposition et des organisations de défense des droits humains accusent Saïed de chercher à faire adopter un texte taillé sur mesure pour lui. Le directeur de la Commission internationale de juristes, Saïd Benarbia, a affirmé à l’AFP que le projet de Constitution publié jeudi bafoue l’idée de séparation des pouvoirs et met en place un système présidentiel sans contre-pouvoirs avec un président omnipotent, un parlement impuissant et une justice inoffensive.La nouvelle Constitution doit remplacer celle de 2014 qui avait instauré un système hybride source de conflits entre les branches exécutive et législative.

K.Fiakofi

TANZANIE

Les producteurs de tomates frappés par une pénurie d'engrais

Les agriculteurs de tomates se battent pour maintenir leurs entreprises et leurs cultures en vie, au milieu d'une pénurie mondiale d'engrais.



Les engrais, ingrédient clé nécessaire à la croissance des cultures, sont rares dans le monde. Les prix mondiaux ont également grimpé en flèche, en partie à cause du conflit russo-ukrainien. «Il m'a été difficile d'obtenir des engrais sur le marché. J'avais l'habitude d'acheter de l'engrais pour environ 25 dollars par sac de 50 kg en 2019 », a déclaré au site The Star, Lossim Lazzaro. II a indiqué que le même sac coûte maintenant presque le double de ce prix. La quantité d'engrais disponible dans le monde a presque diminué de moitié, tandis que le coût de certains types d'engrais a presque triplé au cours des 12 derniers mois, selon les Nations Unies. Cela a un effet d'entraînement dans des pays comme la Tanzanie, où les agriculteurs dépendent des engrais importés.

La crise alimente les craintes de pénurie alimentaire.

La pénurie d'approvisionnement aura inévitablement un impact sur les rendements des cultures, en particulier pour le blé qui nécessite beaucoup d'engrais et est essentiel pour nourrir des millions de personnes. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a averti que la pénurie d'engrais pourrait pousser sept millions de personnes supplémentaires dans une crise alimentaire. Selon l'ONU, la production céréalière en 2022 tombera à environ 38 millions de tonnes, par rapport à la production de l'année précédente de plus de 45 millions de tonnes.

Diversifier les sources d'approvisio-nnement

La Russie, qui est sous sanctions occidentales, produit de grandes quantités de potasse, d'ammoniaque

La suite à la page 13

TANZANIE

La suite de la page 12



La demande d'engrais produits localement augmente

et d'urée. Ce sont les trois ingrédients clés nécessaires à la fabrication d'engrais chimiques. La Russie exporte environ 20 % des engrais azotés du monde et, combinée à son allié sanctionné, la Biélorussie, 40 % du potassium exporté dans le monde, selon les données de Rabobank. La crise a poussé de nombreux pays africains, fortement dépendants des importations étrangères, à se démener pour trouver des solutions. Les petits agriculteurs du nord de la Tanzanie se tournent désormais vers des endroits comme Minjingu Mines et Fertilizer Ltd, l'un des plus grands fabricants d'engrais du pays. Aliko Dangote a récemment mis en service une usine d'engrais au Nigeria, qui devrait produire trois millions de tonnes d'engrais à base d'urée par an. Il a estimé que les approvisionnements garantis feront la différence. «Commander des engrais et les faire arriver a été un grand défi pour les agriculteurs en Afrique et ils finissent par rater leur saison de plantation», a déclaré à Commodafrica M. Dangote.

K.Fiakofi

Face à la colère de la rue, l'armée décide de céder le pouvoir aux civils

Au Soudan, la colère de la rue a amené l'armée à céder le pouvoir à un gouvernement civil. L'annonce a été faite, lundi 3 juillet, par le général Abdel Fattah al-Burhane, qui dirige le Soudan depuis le putsch du 25 octobre.

Une alliance avait été scellée entre la population et les militaires afin de diriger le pays après la chute de Omar El-Béchir , en 2019 suite à la colère de la rue. Mais cette alliance a été interrompue quand les militaires, une fois de plus, se sont accaparés du pouvoir en 2021 face à un peuple qui n'avait toujours pas oublié les décennies de la gestion militaro-islamiste du pouvoir de Omar El-Béchir. Malgré, les nombreuses manifestations dans les rues de Khartoum émaillées de violences, la population n'a pas laissé le choix aux militaires que de rendre le pouvoir à un gouvernement civil.

La suite à la page 14

SOUDAN

La suite de la page 13



Le général Abdel Fattah al-Burhane a annoncé la formation d'un gouvernement composé de civils

Dans une allocution télévisée, le chef de l'armée et numéro un du Conseil souverain, plus haute autorité du pays, le général Abdel Fattah al-Burhane a annoncé que "l'armée ne participera plus au dialogue" national lancé sous l'égide de l'ONU et de l'Union africaine (UA) notamment, pour laisser les forces civiles former "un gouvernement de personnalités compétentes", selon la presse soudanaise.

"Après sa formation (...) nous allons dissoudre le Conseil souverain et former un conseil suprême des forces armées", qui englobera également des paramilitaires et ne sera plus en charge que des questions de "défense et de sécurité", a ajouté le général qui est à la tête du pays depuis le 25 octobre 2021.

Il faut noter que depuis l'indépendance du Soudan en 1956, des généraux se sont succédé à la tête du pays jusqu'à la gouvernance d'Omar El-Béchir chassé par la rue en 2019 et celle du général Abdel Fattah al-Burhane mise à rude épreuve par la rue et qui a donc décidé de céder le pouvoir aux civils. Pour les contestataires, il ne devrait pas y avoir de partenariat ni de négociation avec les généraux, qui selon eux, ont trahi le peuple depuis belle lurette. D'après les manifestants pro-démocratie, le nombre des victimes de la répression des forces de l'ordre s'établit à 114 morts et des milliers de blessés depuis octobre 2021

.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Au moins 22 personnes tuées dans une attaque terroriste à Bourasso à l'ouest du pays

Selon un communiqué du Gouverneur de la région de la boucle du Mouhoun, Babo Pierre Bassinga, publié le 4 juillet 2022, une attaque terroriste a pris pour cible les populations de Bourasso, dans la nuit du dimanche au lundi. Cet incident sécuritaire a causé la mort de plus d'une vingtaine de personnes.



Depuis près de 7 ans, le Burkina Faso est constamment visé par des attaques d'individus armés

Dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 juillet 2022, révèle le communiqué, les populations civiles de la commune de Bourasso, province de la Kossi, région de la boucle du Mouhoun ont été la cible d'une « attaque lâche et barbare », perpétrée par des hommes armés qui y ont fait irruption. A en croire le Gouverneur Babo Pierre Bassinga, cette incursion terroriste a engendré la mort d'au moins 22 personnes, fait plusieurs blessés et causé des dégâts matériels. Suite à l'attaque, fait-il savoir, les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui se sont déportées sur les lieux procèdent à des opérations de ratissage et de sécurisation. Le représentant du gouvernement dans cette région a rassuré de la prise de dispositions afin d'accueillir les populations déplacées suite à ce drame.

L'actualité au Burkina Faso, faut-il le rappeler, est rythmée depuis 2015 par des attaques terroristes de plus en plus violentes. En sept ans, ce phénomène a entraîné la mort de plus de 2.000 personnes et fait près de 2 millions de déplacés internes. Malgré l'avènement des nouvelles autorités en fin janvier 2022, les groupes armés gagnent du terrain.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

L'ancien ministre Harouna Kaboré reçoit un prix de l'OMS pour son rôle dans la lutte contre le tabac



Le coordonnateur de l'ACONTA, Salif Nikièma (centre) s'est réjoui du prix décerné à l'ancien ministre Kaboré

Dans la matinée du mardi 5 juillet 2022, la structure Afrique ContreleTabac(ACONTA) a organisé un point de presse à Ouagadougou. Au cours de cette activité, il a été présenté le lauréat burkinabè du prix de la lutte contre le tabagisme, initié par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Cette année, la journée mondiale sans tabac a été célébrée le 31 mai sous le thème « Le tabac, une menace pour notre environnement ». A cette occasion, relèvent les conférenciers, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) distingue les acteurs majeurs de la mise en œuvre de la convention cadre pour la lutte anti-tabac (CCLAT). Pour l'édition 2022, six acteurs africains provenant de cinq pays ont été distingués dont le Burkina Faso avec l'ancien ministre du commerce Harouna Kaboré. Les candidatures des acteurs pour la course à ce prix étaient proposées soit par les Etats ou par les associations de lutte contre le tabac. En ce qui concerne le lauréat burkinabè, Harouna Kaboré sa candidature a été proposée

La suite à la page 17

La suite de la page 16



Harouna Kaboré est le 3ème Burkinabè à recevoir ce prix

à l'OMS par ACONTA, foi des leaders de cette structure. « Par cette proposition, nous avons voulu mettre en valeur le travail effectué par des hommes et femmes de notre pays dans la lutte contre le tabac au Burkina Faso. Des actions qui peuvent faire avancer la lutte à l'échelle nationale », se réjouit le coordinateur Salif Nikiema.

Le tabac entraîne de graves conséquences sanitaires

A l'entendre, Harouna Kaboré fut l'un des rares ministres du commerce à s'engager résolument dans la lutte contre le tabac. Selon lui toujours, le lauréat a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre pratique des messages sanitaires sur les emballages de cigarettes, dans l'augmentation des prix du tabac et dans la mise en place d'un cadre d'échanges entre agents des ministères du commerce et de la santé. Présent à cette conférence de presse et visiblement ému, l'ancien ministre du commerce a dédié son prix à l'ensemble des acteurs de la lutte contre le tabagisme. « Ce prix n'est pas un mérite personnel mais collectif. C'est le résultat du travail abattu par tous les acteurs. Ce prix vient prouver que notre pays a la ferme volonté de lutter contre le tabac », a laissé entendre le lauréat.

A en croire les experts, le tabagisme provoque de nombreuses maladies et entraîne une dégradation de la qualité de vie. Les fumeurs voient leur espérance de vie réduite de 14 ans en moyenne. Parmi les fumeurs quotidiens, a-t-on appris, la moitié meurt prématurément et la moitié de ces décès survient avant l'âge de 70 ans.

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCE



AVIS DE RECRUTEMENT



Le Groupe OTC souhaite recevoir des candidatures pour le renforcement de ses effectifs dans les domaines suivants : **Marketing, Communication et Gestion Commerciale**.

Profil : être titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat + 2 dans les domaines suivants : communication, économie-gestion, marketing, gestion commerciale ou domaine connexe. Justifier d'une expérience professionnelle minimale ou avoir déjà fait un stage dans une entreprise ou une administration dynamique, maitriser l'outil informatique, avoir une bonne connaissance des outils du travail digitalisé et de l'usage des réseaux sociaux, être disponible pour le travail, pouvoir travailler sous pression, apte à atteindre ses objectifs en toute circonstance, être de bonne moralité…

Dossier à fournir : CV (avec photo récente), lettre de motivation et autres documents (diplômes, attestations des expériences professionnelles ou stages) adressées à Monsieur le Coordonnateur de OTC à envoyer uniquement par mail à l'adresse **recrutement@otc.bf** au plus tard le **15 juillet 2022**.

Procédure de recrutement: sélection sur dossier suivi d'un entretien.

NB: *seulement les dossiers complets et conformes à la présente annonce seront traités.*

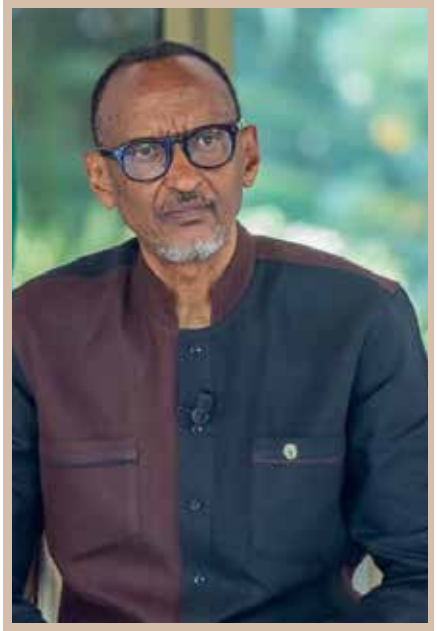


ANNIVERSAIRE



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Rwanda dit qu'il n'envisage pas d'envoyer des troupes en RD Congo



Le président rwandais Paul Kagame a déclaré que son pays était d'accord pour ne pas se déployer, suite à la récente décision du conclave de la Communauté de l'Afrique de l'Est EAC sur la RD Congo de déployer une force régionale pour mettre fin au conflit armé dans la région. «C'est bien de ne pas déployer RDF. Nous ne demandons à personne de participer. En fait, je serais heureux que les problèmes là-bas soient résolus sans notre implication", a déclaré le président Kagame dans une interview avec l'Agence rwandaise de radiodiffusion.

Kenya : un centre financier international pour stimuler l'afflux de capitaux étrangers



Joseph Kinyua, chef de la fonction publique, a indiqué que le centre aura pour ambition d'améliorer l'environnement des affaires afin de permettre aux entreprises de lever des fonds pour des projets, de soutenir l'innovation et d'exploiter de nouveaux investissements en Afrique. «Le Centre financier international de Nairobi a été conçu comme un environnement commercial efficace et prévisible pour donner plus de confiance aux grands bassins de capitaux mondiaux qui ont observé nos progrès mais n'ont pas encore pris la décision d'investir», a noté Kinyua

Egypte : le canal de Suez enregistre un chiffre d'affaires record de 7 milliards de dollars en 2021-2022



L'Autorité du canal de Suez ACS d'Egypte a annoncé, lundi 04 juillet 2022, un chiffre d'affaires record de sept milliards de dollars américains au cours de l'exercice 2021-2022, soit une hausse de 20,7 % par rapport à l'année précédente. «Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais enregistré. Il dépasse d'un cinquième les 5,8 milliards de dollars américains de frais de transit engrangés durant l'exercice précédent», a déclaré le président de l'ACS, Oussama Rabie, cité par Eypyt toDay.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : deux autres prêtres catholiques enlevés



Deux autres prêtres ont été enlevés au Nigeria, a informé Agenzia Fides. Il s'agit du père Peter Udo, de la paroisse de St Patrick, à Uromi, et du père Philemon Oboh, du centre de retraite de St Joseph, à Ugboha, dans la zone de gouvernement local d'Esan, dans l'État d'Edo, au sud du Nigeria. Selon la police de l'État d'Edo, les deux prêtres ont été enlevés le 2 juillet et emmenés dans un lieu inconnu par des ravisseurs qui ont bloqué leur voiture le long de l'autoroute Bénin-Auchi, entre les communautés d'Ehor et d'Iruekpen.

Nigeria/ CAN 2022 féminine : les Sud-Africaines gagnent le choc face au Nigeria



Selon RFI, l'équipe d'Afrique du Sud a gagné le choc de ce début de CAN 2022, le 4 juillet dernier à Rabat, en battant le Nigeria 2-1. Des Sud-Africaines appliquées ont pris une petite revanche sur des Nigérianes qui les avaient battues en finale de la dernière édition. Comme en 2018, les Banyana Banyana s'imposent au premier tour face aux Nigérianes mais cela n'avait pas empêché les Ouest-Africaines d'être sacrées face à leurs rivales quelques jours plus tard, a rappelé notre source.

Nigeria : bientôt un centre de formation d'ingénieurs en ligne pour développer les compétences locales



Selon l'Agence Ecofin, la branche écossaise de l'Association des ingénieurs du Nigeria va bientôt lancer un centre de formation en ligne. Le Dr Oluseun Adediran, président de l'institution, a affirmé que tout était prêt pour lancer les premières formations. Il a indiqué que son groupe avait organisé une série de réunions préparatoires avec l'administration, les recteurs d'université et les chefs des départements d'ingénierie, les principaux acteurs de l'industrie et les responsables du Council for Regulation of Engineering in Nigeria (COREN), a indiqué notre source.

Projet gazier GTA : CIS remporte un contrat de services de restauration et d'hébergement

CIS, société française spécialisé dans les services de restauration, d'hôtellerie et d'assistance à la maintenance sur des sites industriels, a remporté deux contrats auprès de groupes énergétiques impliqués dans le développement du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), à la frontière maritime de la Mauritanie et du Sénégal, a révélé Energies Médias. Le projet GTA est piloté par le groupe britannique BP et l'américain Kosmos Energy, en partenariat avec les compagnies pétrolières nationales de Mauritanie (SMHPM) et du Sénégal (Petrosen).

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA
Rédacteurs en Chef Délégués
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion,
couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE

TOUCHEZ PLUS D'UN MILLION DE LECTEURS POUR VOS

PROFITEZ
DE NOS TARIFS
PROMOTIONNELS

☑ Publicités

1 page
à 59.000 FCFA
TTC
105 Euros
100 $ USA

☑ Annonces

☑ Publi-Reportages

☑ Communiqués

☑ Couvertures médiatiques

DIFFUSION
Kiosques numériques
Ebook
Web
Newsletter
WhatsApp
Telegram
Signal
Facebook

Notre audience est ici et partout ailleurs

Contactez-nous : 00226 70210208 / 0033 644 670000
001 (206) 800-0070 / contact@sc-mail.info

MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER



MARCHE DE L'IMMOBILIER

